



**CTM du 14 janvier 2016**  
**« Au gui l'an neuf »**

Plante sacrée, symbole de fertilité, de renaissance, d'immortalité, cueillie au solstice d'hiver, le gui s'est invité depuis des traditions millénaires aux échanges de vœux et du passage à l'an nouveau

***« Bonne année », de la part de notre fédération,  
notamment à l'ensemble des membres de cette instance.***

*Cette formule répétée à souhait pendant tout le mois de janvier prend cette année une couleur particulière au regard des interrogations, des incompréhensions, des inquiétudes et des alertes qui se font cortège depuis la mise en place de la réforme territoriale effective ce 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour nos personnels, nos structures, en fait l'existence même du Ministère.*

Où se trouve ce gui doté de pouvoirs magiques qui pourrait nous garantir une revitalisation de notre engagement républicain justifiant une vision commune en faveur de l'action collective, de l'efficacité concrète des services publics, du service inestimable qu'ils offrent à chacun et chacune de celles et ceux qui y recourent.

Or, malgré des points importants, soumis pour avis, l'avancement « à la hache » de la réforme territoriale est la tangente cruciale, l'alpha et l'oméga de cette déperdition des caractéristiques de l'administration française.

L'UNSA ITEFA ne cesse de le dénoncer depuis des mois en vain : la mise en place de cette politique illisible a des conséquences immédiates et met en danger la place citoyenne du service public par une remise en question de manière permanente de la stabilité du fonctionnement et de l'organisation des services.

Mutualiser, coordonner, fusionner, devenue la nouvelle triple acclamation de la fonction publique, se décline partout dans ce ministère, avec plus une pseudo concertation avec des partenaires sociaux, en région tenus à l'écart au seul motif qu'il faut aller vite : d'ailleurs, peut être faudrait-il rappeler aux DIREECTES nouvellement nommés qu'ils ont trois ans pour l'aboutissement de cette réorganisation ?

***Le management actuel, trop tourné vers la « ressource humaine », ne prend pas suffisamment en compte la « relation humaine ».***

Les agents ne se rencontrent pas assez, et les « réseaux », outils de communication dématérialisée, ne favorisent pas l'échange : sur ce point même, il faudrait qu'ils existent et facilitent les nouveaux moyens de travailler autrement.

Une bonne dose d'empirisme serait également utile...

Les personnels en poste dans les services, qui ont perdu leur chef lieu régional, sont dans l'expectative et l'isolement, livrés à eux-mêmes dans la recherche du « qui fait quoi maintenant » ?

Des questions concrètes quotidiennes montrent l'impréparation de cette nouvelle organisation, sans compter l'encadrement intermédiaire qui s'évertue de trouver le bon interlocuteur. Enfin, des agents qui se trouvent pris dans la nasse du choix d'un nouveau poste désigné sans qu'ils aient la possibilité de bénéficier d'un espace de dialogue et d'écoute.

Cette administration reformatée, cette stratégie managériale jouent avec l'équilibre et la santé physique et mentale des personnels. Les refus, les recours, les dépressions sont prévus comme des phases normales qu'il faut accompagner, encadrer, jusqu'à la résignation et l'acceptation, précédant la rédemption totale par l'investissement dans cet énième projet se résumant par « toujours plus avec moins » !

***Cette « dévitalisation de la relation humaine » entraîne un « mal-être » à tous les niveaux de la hiérarchie, mal-être aggravé par des réformes pas ou mal expliquées, lesquelles se déroulent dans un climat de technocratisation accélérée qui contribue à la perte de repères et de sens pour les agents.***

***A la question urgente pour redonner du sens à l'action publique, l'UNSA- Itefa rappelle qu'elle n'est certes pas une fédération nostalgique engluée dans une vision passéiste du service public mais elle rappelle avec force sa conviction qu'il ne peut pas disparaître dans ce débat crucial, teinté hélas de frilosité et de corporatisme et justifié par des pseudo enjeux financiers .***

Ce dernier doit certes être en capacité d'adaptation, de souplesse afin de pouvoir répondre à la réalité complexe du monde dans lequel nous vivons, réalité mouvante, parfois bouleversante qui exige plus de réactivité et d'efficacité, *mais le socle républicain a besoin de ces services publics qui protègent, qui soignent, qui réparent, qui garantissent l'égalité entre les citoyens, en bref qui facilitent la vie quotidienne où que l'on vive, que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural.*

Si le débat sur les objectifs et les moyens du Service Public est primordial dans le dossier actuel de cette réforme territoriale et la nouvelle architecture, le dialogue social doit aboutir à une vision claire, juste et rassurante de l'action publique au bénéfice de tous en considération de la situation de chacun.

**L'UNSA ITEFA vous rappelle donc fermement que les instances du dialogue sont là pour vous répéter que l'évolution de nos services publics se doit d'être fidèle à l'ambition première qui préside à leur existence : faire socle à une vie sociale harmonieuse et garante d'un juste et équitable accès pour tous à leurs bienfaits.**

**A vous, de réfléchir à vos décisions:  
à nous, partenaires sociaux, de vous demander des comptes  
pour que personnels et usagers ne soient pas les perdants.**

Je vous remercie de votre attention.

